

Il me fait grand plaisir de vous rencontrer aujourd'hui. Je comprends l'importance de cette réunion annuelle pour l'échange d'idées entre grands décisionnaires économiques de l'Argentine et de l'étranger. Je sais aussi que l'importance de telles rencontres ne peut que s'accroître avec le rapprochement des pays des Amériques. C'est pourquoi je vous remercie de m'avoir si aimablement invité à votre réunion de cette année.

L'hémisphère occidental semblait jusqu'à récemment en voie de devenir un modèle de libre-échange pour le reste du monde. En janvier, le Canada, les États-Unis et le Mexique ont signé l'Accord de libre-échange nord-américain [ALENA], qui s'inspirait de l'accord canado-américain négocié cinq ans plus tôt. Le Mexique a également conclu un arrangement de libre-échange avec le Venezuela et la Colombie sous l'égide du G-3 [Groupe des Trois]. Un Pacte andin redynamisé liera les économies du Pérou, de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur et du Venezuela par la libéralisation des échanges. Et ce mois-ci, l'Argentine s'est jointe au Brésil, au Paraguay et à l'Uruguay pour rapprocher le Mercosur d'un véritable marché commun. Le libre-échange bilatéral et multilatéral se propage littéralement dans l'ensemble de notre hémisphère.

Ces remarquables percées récentes rendent encore plus curieux le fait que la prochaine étape logique du processus, soit l'instauration d'un régime unique de libre-échange dans l'ensemble de l'hémisphère occidental, demeure incertaine. Après avoir préconisé le libre-échange de l'Alaska à la Terre de Feu, les États-Unis semblent avoir perdu leur élan. Aux États-Unis, certains parlent maintenant d'une période indéfinie d'étude et d'évaluation, qui pourrait peut-être mener à une forme limitée d'«association» économique entre les trois membres initiaux de l'ALENA et les autres pays de la région. Entre temps, la question de l'accession du Chili à l'ALENA reste en suspens. D'autres pays de l'Amérique latine ont commencé à réévaluer leurs propres options, surtout en réaction à l'apparente ambivalence des États-Unis devant l'accession du Chili et l'élargissement de l'ALENA. Il n'est pas étonnant que, pour certains, les ententes bilatérales distinctes avec les États-Unis — ou même une zone de libre-échange sud-américaine — commencent à sembler plus attrayantes alors même que les possibilités d'une pleine intégration hémisphérique semblent diminuer.

Aucun de ces signaux n'est très positif. Une entente bilatérale est certainement mieux qu'aucune entente pour les pays qui tentent d'obtenir accès au lucratif marché des États-Unis. Mais personne ne saurait prétendre que les accords ponctuels peuvent remplacer une approche intégrée du commerce hémisphérique. Il y a manifestement danger que ces ententes ne mènent ultimement à l'instauration d'un système «en étoile» pour le commerce et l'investissement dans l'hémisphère occidental, c'est-à-dire d'un système selon lequel un pays «central» a un accès privilégié aux marchés de ses partenaires «en périphérie», lesquels se retrouvent en situation permanente de non-compétitivité. Mais